

Légation de Suisse
en
France.

Paris, ce 11 Septembre 1890.

1/90.

En circulation
12.18.90

fo. 32

Monsieur le Conseiller Fédéral,

On peut dire que la seule question à l'ordre du jour en matière de politique intérieure française est la publication des "Coulisses du Boulangisme" dans le Figaro, dont je Vous ai envoyé les articles. - Cette affaire a tellement absorbé l'attention de toute la presse ^{d'opposition}, que celle-ci, même lorsqu'il s'agit de journaux d'une opposition aussi marquée que l'*Autorité*, oublie de renouveler les attaques qu'elle ne manquait pas de diriger à chaque occasion contre certains membres du Cabinet, notamment contre M. Rouvier, et aussi contre M. Ribot, jusqu'à la publication des Coulisses. Cette circonstance confirme la manière de voir de plusieurs de mes collègues, que le Ministère

Monsieur

Monsieur Droy
Conseiller Fédéral,

à Berne.



a été sensiblement affermi par les divulgations de M. Mermeix. Mes Collègues sont d'avis que la personne la plus sérieusement atteinte par les Boulfes et les commentaires qui les ont minés et le Compte de Paris, le G^l Boulanger n'ayant plus en grande considération à perdre lui-même.

La Session des Conseils Généraux a été fort calme (à l'exception de certaines séances tumultueuses dans les assemblées conservatrices), et il y a lieu de remarquer en particulier aussi que les tendances qui s'y sont fait jour en matière commerciale sont d'un caractère protectionniste moins irréconciliable qu'on n'aurait été tenté de s'y attendre.

En ce qui concerne la politique
 extérieure, on a beaucoup discuté, ici
 comme partout, sur les résultats atteints
 ou non par l'Empereur Guillaume II
 lors de sa visite au Czar. A ce sujet

67606	58909	major 70764	de 10450
19229	^{Huene} 50212	58417	78063
01467	01305	12815	02102
40222	46276	02501	50150
92276	50174	87	m'a dit que

le Souverain allemand avait été très
 froissé (hätte es sehr peinlich empfunden)
 que l'Empereur de Russie ait spécialement
 invité le Général de Boisdeffe à
 prendre part aux manœuvres, alors que
 aucune politique semblable n'était faite
 à d'autres puissances que la France, et que
 rien n'obligeait le Czar à agir de
 la sorte. Cette invitation avait été considérée
 comme une "persönliche Kränkung" tout
 à fait gratuite vis-à-vis de l'Empereur
 d'Allemagne. En France on n'aurait, d'après
 mon interlocuteur, pas su apprécier la portée

de ~~ce~~ acte de courtoisie vis-à-vis de ce pays
à sa juste valeur.

Relativement à l'éventualité
d'un voyage du Czar à Berlin, je
puis vous dire que le Charge' d'Affaires
de Danemark, bien qu'il ne sache
pas encore si Alexandre III viendra ou
non faire visite à son beau-père à Copenhague
(ce qui l'obligerait plus ou moins à passer par
Berlin à l'aller ou au retour), m'a fait
remarquer que le Roi Christian a l'habitude
de réunir toute sa famille autour de lui tous
les deux ans en automne; que cette année est
une année de réunion; que le Czar s'est
préparé à sa visite en achetant une maison
dans les environs du Château-Royal pour y
loger sa suite; et que, en conséquence, s'il ne
venait pas, il serait aisé d'en déduire
certaine intention spéciale.

Je n'ai pu apprendre de
source française jusqu'à quel point le
voyage du Roi Humbert à la Spezzia
avait été chose décidée, ni quels pourparlers

ont pu avoir lieu au sujet de l'envoi d'une
 flotte française dans ce port italien.
 Il peut d'ailleurs être délicat d'aborder ce
 thème au Ministère des Affaires Étrangères.
 Cependant "L'Europe" ("Gazette Diplomatique")
 d'aujourd'hui déclare que: "M. Crispien
 « obstinément opposé au voyage du Roi,
 « sans dissimuler que cette résolution était
 « prise pour empêcher les démonstrations
 « francophiles préparées à l'escadre française
 « dont la visite était annoncée." — Il
 y a quelques jours ^{M. Reissmann} ^{ministre} 22162 72710 76666
 17464 ^{d'Italie} 08 a déclaré la même chose à
 l'un de mes collègues, tout en ajoutant que
 l'on craignait des manifestations francophiles de la
 part des radicaux à la veille des élections. —
 Quelques jours plus tard, la même personne,
 changeant de version, assurait, comme l'a
 fait paraître le "Riforma", que le Roi
 Humbert n'avait jamais eu l'intention d'apitoyer
 au lancement du "Sardegna", et que les
 articles de certaine presse française, imposant
 en quelque sorte des conditions humiliantes
 au Roi d'Italie pour l'envoi d'une
 flotte française ayant mission de le sauver,

n'auraient pas été de nature à faire
 naïve, chez le Roi Humbert, l'idée
 de se rendre à la Spezzia. Le Gouvernement
 Français n'aurait d'ailleurs jamais proposé
officiellement d'envoyer une escadre pour
 remettre une lettre autographe de M. Carnot
 au Roi d'Italie. Monseigneur, quoique
 touchant de près à la Triple-Alliance, estimait
 que cette seconde version était un mot-d'ordre
 qui a fait le tour des préses officielles
 d'Italie et d'Allemagne, et que la première
 version méritait toute créance.

Agrey, Monsieur le Conseiller
 Fédéral, les assurances de ma très haute
 considération.

Bourcart.